

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 6

Artikel: L'avenir du renseignement militaire, l'approche multi-capteurs
Autor: Streit, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781199>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Renseignement

L'avenir du renseignement militaire, l'approche multi-capteurs

Maj EMG Pierre Streit

Chef Opérations, EM br bl 1

Les dernières grandes opérations militaires ont une nouvelle fois souligné l'importance, pour des armées occidentales aux moyens désormais comptés, du renseignement à la fois pour protéger les forces engagées et combattre un adversaire diffus avec précision. Dans cette optique, il s'agit pour le renseignement disposer d'informations fiables via une capacité sécurisée, disponibles sur tout type de support et consolidées avec des outils d'analyse performants, afin de pouvoir combattre sans être aveugle. Il s'agit donc bien d'un renseignement tactique précis, fiable dans la durée et orienté « au-delà de la colline. » L'embuscade d'Uzbeen, au cours de laquelle dix soldats français ont été tués en 2008 par les talibans afghans, en un lieu déjà connu des Anglais comme des Soviétiques, a démontré les conséquences tragiques du manque de ce type de renseignement face à un adversaire qui, à l'évidence, disposait de la supériorité dans ce domaine malgré une nette infériorité en puissance de feu.

Il s'agit donc pour le renseignement de détecter et d'identifier dans sa zone d'action un adversaire à la fois diffus et très mobile. La synergie des moyens engagés aussi bien en interarmes qu'en interarmées, en appui d'un groupement de combat bataillonnaire, se révèle décisive. C'est là une constante depuis le début des opérations militaires occidentales en Afghanistan, en 2001. Systématiquement, les informations recueillies par le renseignement d'origine radar ont été recoupées par celles des drones ou de l'aviation.

Au-delà de leurs missions spécifiques, les moyens de renseignement ont été de plus en plus associés aux tirs indirects. C'est ainsi qu'un tir d'un canon *Caesar* a pu être observé par un drone DRAC au Mali, dans la vallée d'In Tegant, le 28 février 2013. Un tel résultat n'aurait pas pu être obtenu sans la contribution de la géographie militaire représentée au niveau d'un PC de brigade dans la cellule analyse du terrain (2D). Tant il est vrai que les informations délivrées initialement par les cartes ont exigé une actualisation quasi-totale : les routes indiquées

ne existaient plus, alors qu'à l'inverse les oueds étaient devenus des axes de pénétration. Par une coopération étroite des sections G2 (IMINT) et G3 (2D) du PC de brigade, la mise à jour a eu lieu au gré des déplacements et a finalement facilité la planification subséquente des états-majors. La production de tels plans et cartes a concerné un territoire grand comme la France.

Depuis les écrits de Richelieu et les recherches de Reginald Victor Jones (1911-1997), au service de Sa Majesté durant la Seconde Guerre mondiale, chacun sait que le renseignement représente un vrai instrument de survie. C'est aussi un instrument d'influence politique qui permet aux Etats d'affirmer leur puissance. Au cours d'une guerre, celui qui détient le renseignement (d'origine humaine ou technique exploitée) se trouve donc en position de force pour négocier de façon indépendante. Au contraire, un renseignement insuffisant ou médiocre peut mettre en péril l'avantage dont une partie peut disposer avec un armement moderne, comme le montre la tragédie d'Uzbeen. Cet armement ne fonctionne bien que s'il s'appuie sur une architecture complexe de systèmes d'information. A l'échelon tactique, le renseignement ne peut se montrer utile qu'à travers le concept de recherche multi-capteurs (humains et techniques) et d'exploitation de tout type de sources. Dans ce but, les armées occidentales tendent désormais à privilégier l'approche multi-capteurs qui est au renseignement ce que l'interarmes est aux opérations. C'est là la seule approche possible pour couvrir tous les besoins d'un état-major.

Quelles formations ?

Depuis l'exercice GUIBERT 2005 les Français disposent d'une capacité multi-capteurs sous la forme du « bataillon de renseignement multi-capteurs » (BRM). Il ne s'agit pas là d'une capacité organique fixe, puisque ses moyens sont puisés en fonction de la mission dans ceux de la brigade de Renseignement de l'armée de Terre. C'est ainsi que le 54^e régiment de transmissions (CGE) a été amené à

constituer avec le 2^e régiment de hussards (HUMINT), le 61^e régiment d'artillerie (IMINT drones) et le 28^e groupe géographique (cartes) une telle formation ad hoc, alors qu'avec les 2^e et 61^e régiments il assure périodiquement, dans le cadre du dispositif d'alerte « Guépard,» la mise sur pied éventuelle d'un « SGRM,» c'est-à-dire d'une compagnie multi-capteurs.

En réalité, le BRM français s'inspire du bataillon RSTA (Reconnaissance, Surveillance, Targeting and Acquisition) de la brigade Stryker américaine. Celui-ci est organisé en trois compagnies de reconnaissance à 12 équipes. Chacune de ces compagnies dispose d'une section de deux mortiers de 120 mm et d'un véhicule d'observation d'artillerie, afin de pouvoir frapper immédiatement les cibles dites d'opportunité. Chacun des 36 Stryker de reconnaissance est équipé d'un système de surveillance et de reconnaissance de type LRAS-3 qui combine imagerie thermique, le FBCB2 (le « FIS » américain) et un télémètre laser, ce permet aux Américains d'intégrer dans leur « image opérationnelle commune » tout adversaire « illuminé » jusqu'à dix kilomètres. Génier en zone bâtie par les multiples obstacles, le « renseignement-laser » est complété au sein des brigades Stryker par les moyens de la compagnie d'acquisition qui comprend une section drone, équipée de quatre *Shadow 200*, une section de radars avec intercepteurs de signaux *Prophet* et des radars de surveillance terrestre. Elle dispose aussi d'une section NRBC (Nucléaire, Radiologique, Bactériologique, Chimique). La masse d'informations recueillies est exploitée par le centre opérationnel de la brigade et diffusée ensuite dans les unités de combat par le biais d'un réseau numérique qui relie la totalité des véhicules *Stryker*. La SBCT est donc la première grande unité au monde à mener véritablement un combat infocentré, au cœur duquel se trouve le renseignement. Elle est aussi la première à pousser le principe d'organisation interarmes organique jusqu'à l'échelon de l'unité.

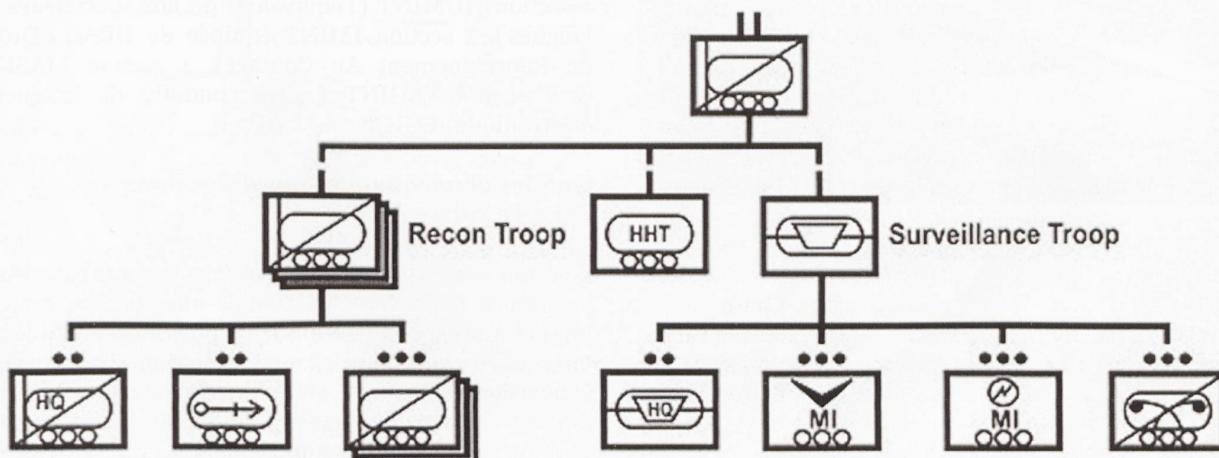
De son côté, soumise à de sévères contraintes budgétaires depuis maintenant plusieurs années, l'armée belge s'est toutefois dotée également d'un bataillon de type multi-capteurs. Celui-ci compte trois escadrons: deux de reconnaissance, équipés au total de quarante véhicules blindés à roues 6x6 de type *Pandur* dotés de nouveaux capteurs, et un équipé de radars de surveillance du champ de bataille. Ce bataillon dispose également d'une capacité d'analyse du renseignement et peut disposer d'informations provenant de sources externes, comme les nacelles de reconnaissance des chasseurs F-16 et les drones *B-Hunter* de la composante Air, ainsi que des images recueillies par les hélicoptères Agusta A109, voire même des images satellitaires. Il s'agit là de capacités dont l'armée suisse dispose aussi en grande partie.

Expériences opérationnelles américaines et françaises

Lors de la bataille de Falloujah (2004), au cours de laquelle les Américains ont repris le contrôle d'une ville de 300'000 habitants, quelques sections d'exploration étaient déjà équipées du LRAS-3. Au moins, deux d'entre elles ont été engagées au sein d'un groupement de combat en flanc-garde le long des abords Est de la ville. Le système a été jugé si efficace que les équipes d'appui de feu en ont été dotées par la suite. En revanche, la numérisation s'est révélée peu utile pour avoir une meilleure connaissance de l'adversaire, principalement en raison de sa « fugacité » en zone bâtie.

Plus récemment, le succès de l'opération française au Mali a été rendu possible en grande partie par la qualité du renseignement recueilli sur ce gigantesque théâtre d'opération. Et même si les premières colonnes françaises arrivées sur place ne disposaient que de très vieilles cartes du pays, datant des années 60, rapidement la chaîne de renseignement s'est mise en place. A Creil

Ordre de bataille (OB) du bataillon de cavalerie/reconnaissance *Stryker*.



Un moyen multi-capteurs par excellence, le mini-drone (à l'exemple du DRAC)

D'une longueur de 1,4 m pour une envergure de 3,4 m et d'une masse d'à peine plus de 8 kg, le DRAC est discret lorsqu'il se déplace. Ses moteurs électriques renforcent encore ce sentiment et lui confèrent une autonomie d'une heure et demie avec un rayon d'action de 10 km au maximum. Sa vitesse est réglable entre 60 et 90 km/h tout comme sa hauteur de vol, optimisée entre 80 et 300 m au-dessus du sol. Il est difficilement détectable en vol au-delà des 300 m. Le DRAC emporte soit une caméra jour, qui lui permet de détecter un véhicule à 1'500 m et un homme à 700 m, soit une caméra infrarouge, utilisable de jour comme de nuit, qui lui permet de détecter un véhicule à 400 m et un homme à 250 m. La charge utile peut être choisie par l'utilisateur en fonction de l'effet recherché et des conditions météorologiques. Servi par deux opérateurs, le DRAC peut être engagé à l'échelon du groupement de combat ou de la compagnie renforcée, principalement pour rechercher dans son secteur d'engagement le renseignement, qui ne pourrait pas lui être fourni par l'échelon supérieur. Les commandants s'en servent donc en premier lieu pour préciser les contours d'un dispositif adverse au contact et dans la profondeur, le terrain et les axes, les zones périurbaines et de sites particuliers, la présence de populations, ou bien encore l'évaluation des dommages.

L'intérêt de ce système réside dans sa simplicité de mise en œuvre. Le mini-drone est idéal pour le combat rapproché, notamment en zone urbaine, et particulièrement adapté aux phases d'action statique. Il peut assurer des missions de protection, de surveillance et de contrôle de zones sensibles ou d'accès difficiles. Il peut être utilisé pour la surveillance d'une ou plusieurs personnes isolées, dans le cadre d'opérations de renseignement, voire de lutte antiterroriste. D'autres applications sont aussi possibles, notamment au profit des autorités civiles.



notamment, c'est-à-dire au centre IMINT de la Direction du Renseignement Militaire, plusieurs sources ont été amalgamées, parmi lesquelles des vues satellites. Mais c'est aussi sur le terrain que la fonction renseignement a connu le succès, grâce à la qualité des forces engagées ou au dialogue qui s'est instauré entre les forces conventionnelles et les forces spéciales.

L'opération SERVAL a été l'occasion de l'utilisation pour la première fois d'un système d'exploitation appelé SAer (Système d'Aide à l'exploitation du renseignement), un outil qui a permis le partage du renseignement sans rupture depuis l'échelon tactique le plus bas jusqu'au plus haut échelon, à savoir le CPCO (centre de planification et de conduite des opérations), à Paris. Ce logiciel a été développé par le CEERAT (Centre d'Enseignement et d'Etudes du Renseignement). Crée en 2002, celui-ci a achevé sa montée en puissance en 2005. Localisée à Saumur, cette école forme les officiers et sous-officiers appelés à traiter le renseignement d'échelon tactique, et pas seulement au sein de l'armée de Terre (DPSD, DRM, DGSE,...). L'exploitation constitue le cœur de métier du CEERAT. Et son rôle a été sans aucun doute l'une des clefs du succès du renseignement durant l'opération française au Mali. Car l'une des clés de réussite a résidé dans l'excellente fluidité des informations entre les unités déployées sur place et les structures de commandement, notamment grâce à ce logiciel. Pour la première fois, le SAer a été déployé au niveau du groupement de combat bataillonnaire, qui avait donc accès au système d'information. Facilement exploitable, les informations ont été transmises sans aucune perte, permettant l'analyse de la situation dans le temps et dans l'espace. Outil à l'origine dédié à la formation à l'exploitation du renseignement, l'utilisation du SAer a finalement été généralisée et a donc permis la bonne compréhension de la situation sur place.

Le succès de l'opération au Mali a été également dû à l'excellente coopération existante entre les divers services actifs sur place depuis plusieurs années (DGSE, Forces spéciales...). Serval a été l'occasion du premier déploiement d'une batterie de renseignement de brigade (BRB). Crée en 2008, chacune de ces unités comprend une section « Opération Analyse » (SOA) juxtaposée à la cellule G2 de la brigade, 1 section de commandement, 1 section HUMINT (l'équivalent de nos spécialistes de langues), 1 section IMINT équipée de DRAC (Drone de Renseignement Au Contact), 1 section MASINT et 1 section SIGINT (notre conduite de la guerre électronique : CGE).

Quelles conséquences possibles pour l'armée suisse ?

Pour une armée tournée vers les engagements extérieurs, l'approche multi-capteurs semble aller de soi, car elle répond à un spectre de missions potentielles très large, qui peut aussi évoluer en cours de mission. C'est ainsi que l'opération SERVAL au Mali a été d'abord une opération militaire, suivie d'une opération de maintien de la paix, de sécurisation et d'assistance militaire. En Afghanistan, une opération conçue en 2001 comme une opération de maintien de la paix s'est peu à peu transformée en une

véritable guerre. Dans un tel contexte, les adversaires tendent à changer de visage, en fonction de la situation. Ainsi, là en Afrique où les forces françaises ont été essentiellement confrontées à des milices faiblement armés et peu coordonnées, elles se sont heurtées en Afghanistan comme au Mali à des groupes armés plus organisés et mieux équipés, avec des adversaires utilisant plusieurs modes d'action (combat urbain, guérilla, actions terroristes...).

Or il s'agit là d'adversaires qui, par leur diversité, correspondent à ceux contre lesquels notre armée tend à se préparer et à le faire dans le milieu le plus difficile qui soit, la zone bâtie, avec différents partenaires selon le type de mission. Dans ces conditions, l'approche multi-capteurs devient aussi une question pertinente dans le cadre du projet DEVA, voire une nécessité, si le renseignement veut être en mesure de satisfaire dans le futur les besoins des commandants et de leurs états-majors, en particulier en zone bâtie. Quels moyens seront alloués dans le futur aux bataillons d'exploration? Quelle sera leur doctrine d'engagement, et en particulier leurs rapports avec l'échelon supérieur, que ce soit une division territoriale ou encore une brigade mécanisée? En tous les cas, les deux formations devront disposer d'un outil de renseignement adapté, c'est-à-dire avec une capacité de recueil multi-capteurs, une fusion des données, une complémentarité garantie avec le renseignement issu des autres services (génie, DSA, ...), une boucle courte renseignement-opérations) et, in fine, d'un renseignement militaire capable de coopérer avec tous les partenaires dans le cadre d'un véritable renseignement intégré.

P. S.



Ci-dessus : Préparation d'un poste d'observation par des éclaireurs danois.

Ci-dessous : Malgré leur taille modeste, les armées belge (2 illustrations) et néerlandaise se sont dotées d'un bataillon ISTAR servant à la recherche de renseignement mais également au ciblage d'objectifs au profit de l'artillerie, de l'aviation ou de la marine.

